

Dotations 2025 : réaction de Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers, aux propos de Jean-René CAZENEUVE



Dotations 2025 : réaction de Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers, aux propos de Jean-René CAZENEUVE

Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers, réagit au communiqué de Jean-René CAZENEUVE, Député du Gers, relatif aux dotations des collectivités.

« Le député Jean-René CAZENEUVE semble jongler avec les chiffres, mais une analyse approfondie révèle une réalité bien différente de son discours triomphaliste. Contrairement à ses affirmations dans la presse locale, le Conseil départemental n'a pas bénéficié d'une augmentation de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) en 2025. En réalité, cette dotation, fixée à 44,92 millions d'euros, accuse une baisse de 173 000 euros par rapport à 2024.

Ce constat est d'autant plus alarmant que les réductions successives de la DGF depuis 2020 ont privé le Département de 2,4 millions d'euros supplémentaires en 2025. Ces chiffres mettent en lumière une gestion des dotations de l'État qui, loin d'être une réussite, reflète des choix politiques aux conséquences directes sur les difficultés financières des Départements.

Alors que l'inflation continue de peser sur les finances des collectivités, le Département se retrouve doublement pénalisé. L'absence de revalorisation de la DGF depuis des années constitue un véritable coup dur pour une collectivité déjà fragilisée par des dépenses de solidarité en forte progression. En 2025, ces dépenses nettes de solidarité ont augmenté de 8,9 millions d'euros, notamment dans les domaines cruciaux de la protection de l'enfance, de l'aide aux personnes âgées et handicapées, et des allocations sociales. Ces charges, essentielles pour maintenir le tissu social, pèsent lourdement sur les budgets Départementaux.

À cela s'ajoute une autre injustice inscrite en loi de Finances pour 2025: la progression mécanique de la TVA, une des principales ressources du Département, désormais captée par le Gouvernement pour combler une partie de son déficit public, estimé à 5,8% du PIB en 2024. Cette décision, loin d'être anodine, prive le Département du Gers de 2 millions d'euros qui auraient pu être consacrés au territoire gersois.

Voilà la triste réalité du sort réservé au Département du Gers comme à tous les autres Départements, qui plus est sans aucune capacité d'agir sur la fiscalité et donc sur leurs recettes.

Je me permettrai de joindre à ce constat, celui tout récent d'une baisse de 700M€ des dotations de l'État à l'agence de financement des infrastructures de transport, impactant directement les projets d'entretien comme celui de la ligne Auch-Toulouse. Là encore, le Député CAZENEUVE tacle une collectivité territoriale, mais oublie d'indiquer que le rail est bien la propriété de l'État et non de la Région, et que l'État a baissé ses crédits alloués aux transports.

La situation actuelle impose une réaction immédiate des décideurs politiques, à commencer par le député Jean-René CAZENEUVE. Ignorer ces constats alarmants et s'éloigner des principes de transparence, désormais érigés en pilier de la gestion des finances publiques, reviendrait à fragiliser encore davantage le tissu social et économique de notre territoire.

Tant mieux si les autres collectivités, en particulier le bloc communal, bénéficient d'une meilleure attention de la part de l'Etat. Il est impératif de préserver l'équilibre et la solidarité qui sont au cœur de nos collectivités. La réforme du financement des Départements ne se limite pas à une nécessité budgétaire : elle incarne un véritable acte de solidarité nationale envers des collectivités qui jouent un rôle essentiel dans la vie quotidienne des citoyens.

Il est temps d'agir. Il est temps de cesser de tronquer la réalité pour justifier l'inaction. »

- Philippe DUPOUY, Président du Département du Gers.